



Vie et mort d'un hebdomadaire de vulgarisation scientifique : dans les cuisines de La Science populaire (1880-1884)

Axel Hohnsbein

► To cite this version:

Axel Hohnsbein. Vie et mort d'un hebdomadaire de vulgarisation scientifique : dans les cuisines de La Science populaire (1880-1884). 2019, <https://lasciem.hypotheses.org/189>. hal-02143330

HAL Id: hal-02143330

<https://hal.science/hal-02143330v1>

Submitted on 29 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Vie et mort d'un hebdomadaire de vulgarisation scientifique : dans les cuisines de *La Science populaire* (1880-1884)

Axel Hohnsbein.

Texte publié sur le carnet de recherche *La Science en mouvement*.

URL : <https://lasciem.hypotheses.org/189>

Le fonctionnement éditorial de la presse de vulgarisation scientifique du XIX^e siècle se donne rarement à voir, et pour cause : nombre de périodiques sont si précaires qu'ils parviennent rarement à occuper durablement le même local. Quant aux équipes rédactionnelles, elles sont souvent difficiles à cerner. Pseudonymie, anonymat et réemploi de textes parus ailleurs sont des pratiques courantes. Au cours du second XIX^e siècle, il n'y a guère que *La Nature* ou la *Revue scientifique* à pouvoir publier infailliblement un contenu inédit et de qualité à la fois élevée et régulière – ce dernier aspect impliquant une équipe de rédacteurs et d'illustrateurs développée.

Comme nombre de secteurs médiatiques, la presse de vulgarisation scientifique représente un corpus assez important, ce qui oblige à se focaliser sur les publications centrales afin de déterminer des lignes de force. Les titres secondaires ont évidemment leur importance, non seulement parce qu'ils offrent un complément ou un contre-point intéressant à l'histoire des titres prestigieux, mais aussi parce qu'ils ont recours à des pratiques éditoriales pouvant être originales, risquées et occasionnellement suicidaires. Autrement dit, ces périodiques ouvrent des espaces d'expérimentation éditoriale d'une grande richesse pour la compréhension générale des pratiques de vulgarisation scientifique au XIX^e siècle. La constance éditoriale n'étant pas leur point fort, ils tendent à durer quelques mois, assez rarement une ou deux années.

S'il est impossible de traiter en détail la totalité de ces titres, *La Science populaire* représente un modèle idéal à plus d'un titre : ce périodique fondé par Adolphe Bitard va réussir à paraître de 1880 à 1884, cette longévité faisant de lui un titre de valeur correcte au sein du corpus. Son histoire est en revanche exceptionnellement mouvementée, et ces quatre années permettent d'observer la quasi-totalité des situations éditoriales ayant pu exister à cette époque. Le récit de la vie éditoriale de *La Science populaire* permet ainsi de comprendre les logiques à l'œuvre au sein du corpus dans son ensemble, et probablement celles aussi d'autres types de périodiques spécialisés. Nous distinguerons trois grandes phases dans son histoire, avant de dresser un bref bilan des apports généraux de cette étude de cas.

Adolphe Bitard prend son autonomie

Dans les griffes de la Société des villes d'eaux

L'impossible redressement

Bilan

Adolphe Bitard prend son autonomie (février-août 1880)

Initialement formé au sein de la presse politique, Adolphe Bitard entre au service de l'éditeur Georges Decaux après la guerre de 1870. En quelques années, il participe à divers périodiques de vulgarisation et monte progressivement en grade, jusqu'au moment où il se voit confier la publication de *L'Exposition de Paris* (1878), qu'il conduira semble-t-il avec succès. Rédacteur sans formation savante, Adolphe Bitard fait donc partie de la masse des vulgarisateurs professionnels. Il se distingue cependant de nombre de ses collègues par l'ambition plus marquée de fonder un titre lui appartenant intégralement.

Nous sommes en février 1880 (probablement le 20) lorsque paraît le premier numéro de *La Science populaire*, périodique hebdomadaire édité sans l'aide de Decaux mais imitant la politique éditoriale du *Journal des voyages*, l'un des titres les plus vendeurs de son ancien mentor. Bitard figure en tant que rédacteur en chef, position qu'il affirme au sein des numéros en signant toujours le premier article, invariablement consacré à la biographie de savants et inventeurs célèbres. Chaque numéro de *La Science populaire* coûte 15 centimes. Fait remarquable, le prix des livraisons ne changera jamais, peu importe la santé du titre. Le tableau ci-dessous récapitule la situation administrative du périodique lors de cette première phase.

Récapitulatif : <i>La Science populaire</i> (février-août 1880)	
Rédacteur en chef	Adolphe Bitard
Gérant	Léon Lévy
Adresse	125, rue de Montmartre
Imprimeurs	« D. Bardin, à Saint-Germain » (du 20/02 au 01/07) puis « Typ. Tolmer et C ^{ie} , rue Madame, Paris »
Rédacteurs principaux (par ordre d'apparition)	Adolphe Bitard, D. Le Barazer, Hector Gamilly, Félix Soulier, Raoul Postel, Justin d'Hennezis, P. Clignancourt, O. Franz, H. Olivier, Albert Mengeot, J. Bourgoin, C. Guignard, P. Guyot, Emile Camau, Jean-Jacques Des Martels, Louis Jacolliot, Henri Courtois, Omobono, Ferdinand Canu

Preuve que l'on feuillette un périodique principalement rédigé par des vulgarisateurs professionnels, les articles sont souvent peu techniques et rarement abstraits, l'histoire naturelle, les récits d'expéditions et les biographies ayant la part belle. L'équipe rédactionnelle est assez développée et les signatures se maintiennent souvent d'une livraison à l'autre ; certaines d'entre elles resteront fidèles à *La Science populaire* une fois Bitard parti, ce qui est assez remarquable. Ce sera par exemple le cas de Ferdinand Canu et de son fidèle collaborateur Albert Larbalétrier, ce dernier rejoignant le périodique en septembre 1880.

Omobono, qui emploie manifestement un pseudonyme (Adolphe Bitard lui-même ?), se consacre quant à lui aux petits exercices de science amusante, tandis que Louis Jacolliot y publie en feuilleton ses *Voyages ethnographiques autour du monde* à compter du 29 avril 1880. Dans l'ensemble, *La Science populaire* élabore une formule équilibrée visant un public habitué des magasins généralistes et du *Journal des voyages*, mais loin des standards de *La Nature*.

Dans les griffes de la Société des villes d'eaux (août 1880-juin 1882)

C'est un phénomène fréquent chez les vulgarisateurs de l'époque : heureux de voir sa publication bien reçue, Bitard ambitionne déjà de fonder un petit empire médiatique. Probablement inspiré par le modèle de Georges Decaux, qui dans les années 1870 a multiplié les périodiques avant de trouver la formule idéale du *Journal des voyages*, Bitard entre en relation avec la Société des villes d'eaux, qui s'occupe à compter du 19 août 1880 (n°27) d'une causerie financière située en fin de numéro. C'est une pratique assez commune au sein des périodiques de vulgarisation de second rang, dont *La Science pour tous* offre par exemple un modèle tout à fait réussi. Etablie à Paris au 4, rue Chauchat, la Société des villes d'eaux partage son siège social avec la Banque des villes d'eaux, le groupe ne cessant de multiplier les branches au fil du temps.

À quoi sert la Société des villes d'eaux ? Toujours dans le même numéro, on peut lire que « les stations balnéaires acquièrent chaque jour un nouveau développement sous l'influence du nombre toujours croissant des visiteurs » ; le rôle de cette société est donc de se « charg[er] comme mandataire et pour compte d'autrui : de la vente, de l'achat et du fermage de sources minérales, d'établissements thermaux, de bains de mer, d'hôtels, de casinos », des « fournitures de toutes sortes, nécessaires aux Etablissements et hôtels », « de l'émission ou du placement de titres de Sociétés balnéaires », « de l'achat et de la vente de toutes valeurs, pour compte de tiers », etc. Un peu plus loin dans le même texte, le rédacteur anonyme souligne « ce qui fait la force de la Société des Villes d'Eaux », à savoir « qu'elle s'interdit toute opération pour son compte propre et ne doit jamais être découverte [être à découvert] à l'égard de ses participants ». Sachant que « le cinquième du bénéfice est porté à la réserve pour augmenter d'autant ce fonds de garantie » et qu'« il est fait, en outre, une attribution de 30% des bénéfices en faveur d'œuvres humanitaires patronnées par la Société, ainsi qu'à la fourniture d'eaux minérales aux indigents », les clients et actionnaires peuvent tout à fait penser qu'ils font une bonne affaire avec cette société (*LSP*, 19 août 1880, p. 432).

Cependant, premier signe pouvant inspirer la méfiance, *La Science populaire* devient à compter de ce jour une véritable succursale de la Société des villes d'eaux, qui vante très agressivement ses produits en fin de numéro. C'est un mal pour un bien : cette association a permis à Bitard de financer le lancement de deux autres titres, *La Médecine populaire* (septembre 1880) et *L'Enseignement populaire* (février 1881). Le 3 février 1881, Bitard envisage de franchir une nouvelle étape : ses journaux « à grand tirages » rencontrant un « succès toujours croissant », il annonce la création d'une « combinaison financière » permettant aux lecteurs « de devenir propriétaire[s] d'une ou plusieurs parts de l'actif social, sans l[eur] imposer un sacrifice au-delà de [leurs] forces et moyens ». En toute logique, il charge « la Société des Villes d'Eaux de réunir dans une seule société les journaux *la Science*

populaire, la *Médecine populaire* et *L'Enseignement populaire* ». (La Direction, « A nos lecteurs et abonnés », *LSP*, 3 février 1881, n°51, p. 816). Ce faisant, Bitard tombe dans le même piège que l'abbé Moigno, qui pour les mêmes raisons a bien failli perdre la propriété de sa revue *Cosmos* à la même époque.

L'appel pour la fondation de la Société des journaux illustrés paraît officiellement le 17 février 1881 : il s'agit d'une « propriété divisée en 8000 parts », 5500 d'entre elles étant proposées aux lecteurs à raison de 100 fr. l'unité. L'affaire paraît bonne, l'annonce précisant que, « d'après les bénéfices nets » rapportés par la vente des trois périodiques, « la Société peut assurer au capital un revenu minimum de 15 % ». Les avantages sont calculés de la façon suivante : l'achat de 10 parts donne droit à un abonnement gratuit, 20 parts donnent droit à deux abonnements, 30 parts permettant de recevoir l'ensemble des journaux populaires. Les acheteurs sont invités à s'adresser au siège de la Société des villes d'eaux, rue Chauchat à Paris, ou dans sa succursale toulousaine du 57, rue Alsace-Lorraine – probablement ouverte très récemment (17 février 1881, n°53, p. 848).

La spéculation va bon train : tandis que la Société des villes d'eaux et la Société des journaux populaires proposent en même temps aux lecteurs d'acquérir diverses parts de l'une ou l'autre d'entre elles, les fins de numéros de *La Science populaire* se peuplent de réclames toutes reliées à la même adresse. On apprend par exemple dans le n°62 (21 avril 1881) qu'une Librairie spéciale du *Journal viticole*, ainsi que la Librairie de la Société des villes d'eaux sont elles aussi établies au 4, rue Chauchat, tandis que le n°67 (26 mai 1881) voit paraître l'annonce de la création d'un Comptoir spécial de commission ne s'adressant qu'à la clientèle de la Société des villes d'eaux et de la Société des journaux populaires illustrés. Ce comptoir permet notamment d'acheter des baromètres, des pendules, des poupées « en peau », des porte-cigares séchoir en thuya et autres cors de chasse à prix négocié par des commerçants professionnels. Enfin, un autre établissement bancaire est signalé à la même adresse dans le n°88 du 20 octobre 1881, la Banque populaire (en lien direct avec la Société des journaux populaires ?).

Même si l'on peut difficilement se fier aux seuls textes émanant de la Société des villes d'eaux, l'optimisme fanfaron des textes semble indiquer que ses responsables ne se sentent pas vraiment acculés. *La Science populaire* publie dans le n°72 (30 juin 1881) une lettre adressée par V. Oursel, administrateur de la Société des villes d'eaux, au censeur de cette même société, le marquis Paul de la Cornillère-Narbonne, dans laquelle on apprend notamment que le marché parisien appartient presque entièrement à la Société des villes d'eaux et que nombre d'eaux minérales de grandes consommation, telles Vichy-Cusset ou Saint-Galmier, relèvent de sa distribution exclusive.

Le n°74 du 14 juillet 1881 va encore plus loin, dans un article sans équivalent dans le corpus, le lecteur se voyant convié, gravure à l'appui, à visiter les magasins de la Société des villes d'eaux à Bercy. C'est un document sans équivalent dans notre corpus (la gravure est manquante dans l'édition numérisée sur Gallica, preuve peut-être de l'intérêt du document) :

Nos lecteurs trouveront à l'autre page la vue des magasins de la Société des Villes d'Eaux à Bercy. C'est une installation modèle qu'il est vraiment intéressant de connaître dans ses détails.

La cour, qui forme un immense carré long donnant accès aux magasins, a trois portes cochères sur la rue. Les camions à deux chevaux portant 1,500 à 2,000 bouteilles d'eaux

minérales, entrent par une porte et sortent par une autre, en décrivant simplement un demi-cercle dans la cour.

Les bâtiments formant ailes à droite et à gauche reçoivent les Saint-Galmier et peuvent contenir 500,000 bouteilles en vrac. Les magasins du rez-de-chaussée sont réservés aux eaux reçues en caisses; au premier étage, au contraire, les murs sont couverts de compartiments dans lesquels prennent place les bouteilles déballées ; un monte-charge relie le premier étage au rez-de-chaussée. Toutes les précautions sont prises contre les risques de l'hiver, car l'eau minérale est susceptible de geler au-dessus de 5°. Le calorifère s'allume par la cour, afin d'éviter tout contact avec les magasins, qui sont chauffés seulement à l'air chaud.

Bientôt une petite ligne ferrée reliera les magasins à la gare et permettra, aux wagons de venir opérer leur déchargement dans la cour de la Société, produisant ainsi une économie considérable de temps et d'argent.

Il faut voir le mouvement journalier qui a lieu dans les magasins de la Société des Villes d'Eaux, pour se faire une idée de la consommation de Paris en eaux minérales ; les envois sont faits directement des sources pour la province et l'étranger.

La Société des Villes d'Eaux est dépositaire des eaux de Vichy-Cusset, des Saint-Galmier-Noël, c'est-à-dire des sources les plus renommées.

(« Les Magasins de la Société des Villes d'Eaux à Bercy », *LSP*, 14 juillet 1881, n°74, p. 1183-1184)

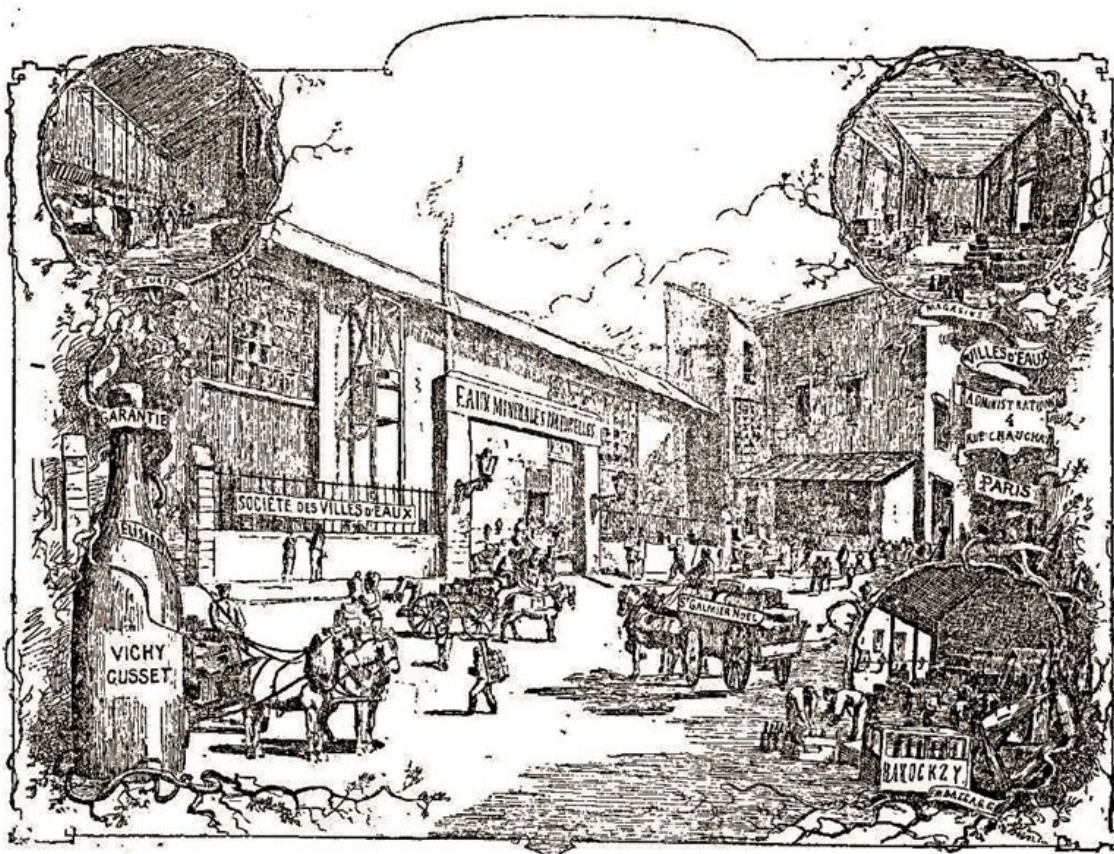


Figure 1 - Les magasins de la Société des Villes d'Eaux.

Source : [IRIS – Bibliothèque numérique en histoire des sciences \(Lille\)](#)

Un texte paru dans le n°89 (27 octobre 1881) complète les informations précédentes en précisant que ces magasins peuvent contenir plus de trois millions de bouteilles, qu'ils

sont chauffés l'hiver, et qu'une liaison téléphonique reliant Bercy au siège social vient d'être installée. Le texte se conclut sur une approche particulière de la science : « les découvertes scientifiques n'ont de valeur que le jour où elles ont une application commerciale » (p. 1424). Un mois plus tard, le 10 novembre 1881, la Société des villes d'eaux annonce cependant un doublement de capital (p. 1456), ce qui laisse présager d'une très bonne santé financière... ou d'une fuite en avant désespérée.

Mais revenons-en à *La Science populaire*. Dans le n°77 (4 août 1881), un petit article emprunté au journal *L'Estaffette* et reproduit en fin de numéro avance que chacun des trois titres de la Société des journaux populaires tire à plus de 100 000 exemplaires (p. 1236) ; un mois plus tard, un autre texte avance que « le tirage qui s'élevait déjà au moins à cent cinquante mille par semaine, il y a quelques mois, va dépasser bientôt le chiffre colossal de deux-cent mille » (« L'instruction et l'épargne », *LSP*, 22 septembre 1881, n°84, p. 1843). On comprend ici le peu de fiabilité de ces chiffres visiblement gonflés, ce qui n'empêche pas que le tirage puisse être conséquent.

Tandis que la Société des Villes d'Eaux joue les bateleurs dans les dernières pages des numéros de *La Science populaire*, Adolphe Bitard maintient sa formule avec constance, les illustrations conservant un niveau correct en regard de la concurrence, malgré une tendance de plus en plus marquée à reproduire des gravures de tableaux ou à rendre illisibles les signatures de certaines gravures (dont on peut penser qu'elles sont pour la plupart d'origine britannique). L'équipe rédactionnelle, qui manque peut-être un peu de personnalité mais qui se montre tout aussi stable, continue à assurer quant à elle un niveau rédactionnel empêchant *La Science populaire* de basculer dans une vulgarisation de fête foraine. La Société des villes d'eaux n'en assure pas moins une présence de plus en plus écrasante sur les journaux populaires : cette mainmise se vérifie particulièrement en décembre 1881-janvier 1882, Bitard se voyant probablement forcé d'inclure en toute lettre un « directeur-gérant » relevant directement de la Société des villes d'eaux, C. de Chauffour.

De telles manœuvres invitent à penser que les choses se gâtent. Tout commence par la publication d'un texte sibyllin le 1^{er} décembre 1881. Il semblerait que l'une des sociétés établies au 4 de la rue Chauchat ait été la cible d'articles à charge, et qu'elle soit menacée de faire faillite :

[...] et voilà une plume vendue ou à vendre qui va s'arroger le droit, au moyen d'un entrefilet de journal financier, de faire baisser les titres d'une Compagnie, alarmer les actionnaires, discréditer la Société, inquiéter le public, provoquer une liquidation.

Nous avons vu récemment une Société mise en faillite avant d'avoir eu le temps d'appeler le versement de la seconde moitié sur ses actions.

Cet appel, le syndic le fera ; donc les actionnaires n'y échapperont pas, dans tous les cas : il n'y aura eu pour toute différence, que les opérations de la faillite, l'actif sera absorbé.

(« Le chantage civil, commercial et financier »,
LSP, 1^{er} décembre 1881, n°94)

Le texte ne permet pas d'affirmer qu'il s'agit bien de la Société des villes d'eaux ou des journaux illustrés, mais les événements qui suivent aident à trancher. On apprend effectivement la dissolution de la Société des journaux populaires dans le bulletin financier

du n°101 (19 janvier 1882), dissolution prononcée par le tribunal de commerce de la Seine. L'affaire ne se déroule pas à l'amiable : « MM. Oursel et C^{ie}, administrateurs des Villes-d'Eaux, ayant attaqué le dit jugement par voie de tierce opposition, l'affaire est en ce moment pendante devant le tribunal » (p. 1616). Le 26 janvier 1882, *La Science populaire* quitte la rue Chauchat pour s'installer au 48, rue du Château-d'Eau, soit l'adresse de Chauffour, régisseur général (cf. n°104 du 9 février 1882, p. 1663) qui restera au sein du périodique après la dissolution des deux sociétés.

Preuve qu'il s'agit d'un nouveau départ pour le titre, *La Science populaire* redémarre sa pagination à compter du n°105 (16 février 1882), avant d'établir ses bureaux au 99, rue de Montmartre (Cour des Messageries) le 20 avril 1882. Ce numéro est aussi l'occasion pour l'administration de renouer ses relations avec un lecteur certainement désorienté :

Nous avons cru jusqu'à ce jour qu'il était de notre devoir de taire les dissentiments qui ont éclaté entre les porteurs de parts de la Société des Journaux et la Société des Villes d'Eaux, qui, sous la direction du sieur Oursel, vient d'aboutir à la faillite.

Les porteurs de parts ne voulant à aucun prix rester sous l'influence de cet homme, se sont réunis pour former une instance en dissolution, que le tribunal de commerce a accueillie favorablement.

M. Clément a été nommé liquidateur : grâce à lui et au concours de M. Jeanmaire libraire, vendeur en gros de ces journaux, il nous a été possible de voir nos publications doubler le cap des tempêtes. Elles sont bien meurtries ! mais elles vivent et nous les avons rachetées le 6 avril.

Nos lecteurs avaient certainement deviné la situation pénible dans laquelle ces publications se trouvaient ; gravures, dessins, papiers, impressions : tout laissait à désirer depuis nombre de mois.

Mais à partir de la semaine prochaine, nos lecteurs constateront, nous en avons l'espoir, un changement appréciable, prodrome d'une régénération complète [...].

(L'Administration, « À nos lecteurs »,
LSP, 20 avril 1882, n°114, p. 146.)

Au cours de cette période, *La Science populaire* se débarrasse progressivement des réclames des diverses émanations du 4, rue Chauchat et retrouve une forme d'autonomie publicitaire. Un nouveau bulletin financier est inauguré le 11 mai 1882 (n°117), confié à P. Thurwanger et C^{ie} (situé 5, rue Feydeau), qui a fort à faire dans les premiers numéros pour paraître crédible : rarement le ton d'une chronique financière aura été aussi penaud. Enfin, dernière mutation venant définitivement clore l'aventure de cette première Société des journaux illustrés, un certain Boudard devient gérant du périodique à compter du 8 juin 1882 (n°121), tandis qu'Adolphe Bitard disparaît définitivement de la couverture une semaine plus tard.

L'aventure de *La Science populaire* aura certainement eu de quoi l'épuiser : retrouvant le giron de la Librairie illustrée de Georges Decaux, il entreprendra divers ouvrages de librairie avant de lancer, encadré par Decaux cette fois-ci, la deuxième formule de *La Science illustrée* (1888), authentiquement conçue comme une déclinaison scientifique du *Journal des voyages* et proposant aussi bien de la fiction que de la vulgarisation de qualité. *La Science illustrée* comptera parmi les titres les plus importants des années 1890. Ce succès

populaire, Bitard en profitera malheureusement peu, son décès soudain venant interrompre un parcours qui venait enfin d'atteindre sa pleine maturité.

Récapitulatif : <i>La Science populaire</i> (août 1880-juin 1882)	
Rédacteur en chef	Adolphe Bitard (jusqu'au 15 juin 1882)
Directeur-gérant	C. de Chauffour (signalé du 8 décembre 1881 au 5 janvier 1882 seulement)
Gérant	Léon Lévy cède la place à Achille Jolly le 27 octobre 1881 (n°89) – lui-même remplacé le temps d'un seul numéro par Henri Jouau (12 janvier 1882) ; Boudard prend la relève le 8 juin 1882 (n°121)
Adresse	Déménagement du 125, rue de Montmartre au 4, rue Chauchat le 20 octobre 1881 (n°88), puis au 48, rue du Château d'eau le 26 janvier 1882 (n°101), puis au 99, rue de Montmartre le 20 avril 1882 (n°114)
Imprimeurs	Tolmer et C ^{ie} cède la place à « Imp. Wilhem, rue des Jeûneurs » (Paris) le 24 novembre 1881 (n°93), qui devient « Imprim. centrale de journaux (Société anonyme), 14 rue des Jeûneurs, Paris. – J. V. Wilhem, imp. » le 8 décembre 1881 (n°95)
Rédacteurs principaux, par ordre d'apparition (les nouveaux venus sont signalés en gras).	Adolphe Bitard, Hector Gamilly, Justin d'Hennezis, P. Clignancourt, Albert Mengeot, J. Bourgoin, Louis Jacolliot, Henri Courtois, Omobono, Ferdinand Canu, Albert Larbalétrier, R. Sylvius, Henri de Graffigny, Gaston Dommergue, Charles Mirault, Jules Gosselin, H. Ed. Bailly, De Chauffour (Société des Villes d'Eaux), A. Hamon, Victor Chabert, G. Pagès (revue des assurances)

L'impossible redressement (juin 1882-octobre 1884)

Bitard a certainement dû prendre des arrangements afin d'assurer un semblant de stabilité lors de son départ. Le fait que certains de ses rédacteurs (Canu et Larbalétrier notamment) poursuivent leur collaboration avec *La Science populaire* après son départ est en effet exceptionnel dans ce type de corpus. Les dates se succèdent de façon métronomique : Boudard devient gérant le 8 juin 1882, Bitard se retire le 15 juin, l'impression du titre étant

confiée le 22 juin à L. Larguier, situé au 11, rue du Delta à Paris. Quelques semaines plus tard, le 17 août, *La Science populaire* déménage au 55, rue de Montmartre.

D'un point de vue administratif, la transition paraît donc idéale. Du point de vue du contenu, le départ d'Adolphe Bitard a cependant un impact négatif immédiatement visible. L'ordre des articles devient plus aléatoire, l'attaque de chaque livraison ne reposant plus sur le traditionnel article biographique. Les illustrations perdent aussi en homogénéité. À compter de ce moment, le nom du rédacteur en chef ne sera plus jamais indiqué en page de titre, phénomène courant lorsqu'un périodique entre dans une phase incertaine. Dans ces cas-là, le gérant devient souvent le point de repère le plus fiable, car il est généralement plus stable que l'équipe rédactionnelle. En l'occurrence, Boudard assure la gérance du titre du 8 juin 1882 au 6 avril 1883, phase au cours de laquelle certaines plumes semblent assurer de façon plus ou moins formelle le rôle de rédacteur en chef.

Dans un premier temps, le géographe C. Laroche semble assurer un premier intérim, les lecteurs étant invités à s'adresser directement à lui pour « avoir des renseignements précis ou détaillés sur toutes questions de géographie, de science, de statistique ou d'histoire » (« Avis à nos lecteurs et abonnés », *LSP*, 22 juin 1882, p. 290). Recruté exactement au même moment, A. Brunet occupe une place de plus en plus importante dans les colonnes du titre. Le fait qu'il signe souvent « A. B. » ne peut qu'être utile au périodique, certains lecteurs pouvant dès lors confondre Bitard et Brunet. Difficile d'affirmer que le procédé est volontaire, mais ce type de stratagème n'a pas de quoi étonner de la part de titres en difficulté.

A. Brunet, élève de l'École des hautes études (section des sciences mathématiques et physiques), semble quant à lui prendre réellement les rênes de *La Science populaire* le 27 juillet 1882 : dans ce même numéro, une brève annonce signale que toutes les questions et communications doivent lui être adressées (p. 378), tandis qu'il signe un texte assez étrange intitulé « Gloire à la science », publié en plein milieu du numéro, ce qui est assez peu courant pour un article se présentant de façon transparente comme la profession de foi attendue de la part d'un nouveau rédacteur en chef. Cette profession de foi sonne toutefois particulièrement creux car le texte ne sort jamais de la pure abstraction : Brunet évoque les différents domaines du savoir scientifique, esquisse une approche théorique du progrès qui « marche sans cesse » et ne « recule [...] que pour prendre son élan » (p. 379), mais refuse d'en faire explicitement un programme à suivre pour *La Science populaire*, qu'il n'évoque absolument jamais. Très présent depuis le départ de Bitard – il produit notamment de longs textes et s'occupe souvent de récréations mathématiques, Brunet cesse cependant rapidement de collaborer au titre. Le motif ne paraît pas immédiatement clair, mais une lettre publiée quelques mois plus tard signale que « depuis plusieurs mois, la maladie [l]'avait forcé de suspendre tout travail et empêché, par suite, de continuer [s]es relations avec les nombreux lecteurs de la *Science populaire* » (*LSP*, 12 juillet 1883, p. 1168).

À compter du 16 novembre 1882, la charge de rédacteur en chef semble donc revenir à Jean Fournage, qui tente de réintroduire une structure comparable à celle de la période Bitard en signant aussi souvent que possible le premier article de chaque numéro. Ce dernier revendique ouvertement son statut dans un petit texte paru le 8 février 1883. Ce bilan intermédiaire frappe par le coup de patte difficile à interpréter qu'il réserve à Adolphe Bitard, fait assez marquant dans un monde où les vulgarisateurs évitent généralement toute forme de polémique :

La *Science Populaire* vient de doubler le cap des tempêtes, elle est arrivée à son 156^e numéro, non sans efforts car il lui a fallu lutter contre la concurrence, la jalousie, etc.

Elle possède aujourd'hui pour collaborateurs actifs des savants connus, comme Messieurs Reclus, de Fonvielle, Gros, Roujou, Armangaut, ces noms illustres ne sont pas seulement sur les affiches, non, les savants qui les portent collaborent toutes les semaines à la confection du journal. À leurs côtés nous citerons MM. Cœuret, M. Rault, Garrassut, Laroche, F. Canu, Larbalétrier, Jean Fournage, J. Jaubert, etc., etc. Voilà donc une rédaction sérieuse attachée au Petit Journal scientifique, rédaction fort remarquable si on songe que la *Science Populaire* suivait une voie opposée sous la direction de M. Bitard.

Ce qui manque encore à la *Science* c'est un secrétaire de la rédaction, un de nos jeunes va bientôt remplir cette fonction fort utile dans un journal comme le nôtre.

La rédaction coordonnée, nous allons nous occuper des gravures et nous contenterons ainsi les lecteurs qui aiment les illustrations soignées ; nous terminerons nos réformes pour cette année nouvelle par une correction plus sérieuse des épreuves, correction déplorable pour le moment, ou plutôt nous pouvons dire correction nulle. [...]

(Jean Fournage, « Chers lecteurs », *LSP*,
8 février 1883, n°156, p. 810)

Fournage n'a pas tort : malgré un contenu hétérogène en termes de qualité, le périodique peut se targuer de bénéficier d'une vraie rédaction, là où d'autres titres tentent de faire illusion en volant divers textes et en multipliant les pseudonymes (les cas le plus spectaculaires demeurant *La Science pratique* et *La Science à la maison*). De même, certains collaborateurs ont une réelle coloration scientifique, tandis que certains vulgarisateurs professionnels de premier rang apparaissent régulièrement dans les colonnes du titre : Wilfrid de Fonvielle produit notamment un certain nombre d'articles. On comprend ici que *La Science populaire*, malgré un état précaire, est loin d'être exsangue. Malheureusement, à peine cette note d'intention paraît-elle que « des procès ruineux » sont intentés aux journaux populaires (*LSP*, 22 mars 1883, p. 906), dont certains rédacteurs sont accusés de plagiat. Le seul rédacteur incriminé que nous ayons pu identifier signe sous le pseudonyme de Simplicie (voir *LSP*, 29 mars 1883, p. 925). Sa rubrique est effectivement très vive et spirituelle, tranchant avec les autres articles...

Les diverses annonces de Jean Fournage sont rapidement suivies de nouveaux changements administratifs. En s'établissant au 32, rue des Bons-enfants, *La Science populaire* s'établit de fait à l'adresse du libraire-entrepositaire F. Jeanmaire, qui s'occupe de la distribution du périodique depuis des mois déjà. Si l'on en croit une information publiée le 3 août 1882 (n°129, p. 387), c'est aussi l'adresse de la librairie Martinon, mais il nous est impossible de dire si, à ce moment, Jeanmaire cohabite ou a fusionné avec cet établissement. Un mois plus tard, le 13 avril 1883 (n°165), le gérant Boudard se retire au profit d'A. Breynat. Un petit texte publié dans le même numéro annonce la constitution – ou plutôt la reconstitution – d'une Société des journaux populaires illustrés, dont le siège est établi au 15, rue du Bouloi. *La Médecine populaire* et *L'Enseignement populaire*, qui n'ont pas cessé de paraître, deviennent la propriété de cette « société anonyme au capital de 40 000 fr. » (p. 954). La semaine suivante, soit le 20 avril 1883 (n°166), les statuts de la société sont publiés sur plusieurs pages en fin de numéro, les cinq dernières lignes révélant le genre de « Mme A. Breynat », placée par le conseil d'administration à la « direction de la Société des

Journaux populaires illustrés » (p. 984). Il s'agit de la seule femme que nous ayons pu identifier jusqu'à présent à la gérance d'un périodique de vulgarisation scientifique. Cette dernière assurera aussi la rédaction intermittente d'une petite chronique théâtrale, qu'elle ne signera qu'une seule fois de son nom complet A. Breynat de Beaumont (*LSP*, 27 septembre 1883, n°189, p. 1346 – attention, pagination défailante d'un numéro à l'autre, se fier d'abord aux dates et numéros). La Société des journaux populaires illustrés cherche par ailleurs à diversifier ses activités : une réclame parue le 12 juillet 1883 (n°178) invite les lecteurs à acheter *Le Plaisir*, « feuille hebdomadaire à 10 centimes » donnant « chaque samedi une liste très exacte et très complète des fêtes et réjouissances de Paris et des environs » (p. 1170) : impossible de dire si ce périodique est directement rattaché à *La Science populaire* et ses dérivés, mais les abonnements sont explicitement gérés au siège de la société. Est-ce un cas isolé ou les titres de ce type se sont-ils multipliés ? Nous l'ignorons.

Reste à poser la question de l'engagement politique des rédacteurs : on le sait, Bitard lui-même avait fait ses débuts dans la presse politique avant la guerre de 1870 ; par la suite, nombre de rédacteurs apparaissant dans les colonnes de *La Science populaire* sont connus pour leurs orientations politiques : agnostique et fermement républicain, Fonvielle en est un premier exemple ; l'ethnographe anarchiste Elie Reclus – frère du géographe Elisée Reclus – en est un autre. Cette dimension devient encore plus évidente à compter du 26 juillet 1883, moment où Émile Massard apparaît pour prendre la relève de Fournage à la tête de *La Science populaire*. Issu du journalisme politique, Massard est alors fortement influencé par les idées de Jules Guesde et Jules Vallès ; peu crédible en termes de vulgarisation scientifique, il commente le plus souvent les illustrations de première page, qui renoncent de plus en plus souvent à tout sérieux scientifique (les reproductions de tableaux sont souvent présentées comme d'authentiques illustrations scientifiques).

Faut-il en déduire que *La Science populaire* entre dans une phase de militantisme politique ? Le fait même que Massard enrôle quelques semaines plus tard le vétéran Victor Meunier, fondateur de *L'Ami des sciences* sous le Second Empire et connu pour son engagement socialiste, invite à le penser. Pourtant, le texte demeure généralement peu subversif, quelques rares passages – par exemple un article intitulé « Portée sociale du darwinisme » paru le 18 octobre 1883 (n°192, p. 1372) – rappelant effectivement la grande époque de *L'Ami des sciences*. Ce n'est toutefois pas suffisant pour faire de *La Science populaire* un périodique militant. On vérifie ici une règle tacite de la vulgarisation scientifique. Née sous Napoléon III, elle a immédiatement assimilé les règles fondamentales de son gouvernement, qui se sont aussi avérées être très efficaces pour garantir une audience élargie : la politique et la religion ne doivent pas être abordées. L'anarchiste Émile Gautier ne sera guère plus offensif lorsqu'il prendra la tête de *La Science française* et de *La Science pour tous* dans les années 1890 ; au bout du compte, seuls Victor Meunier et l'abbé Moigno – et les virulents assumptionnistes qui lui succéderont à la tête de *Cosmos* à compter de 1885, associeront volontairement vulgarisation et pensée politique/religieuse.

Si la réputation politique des rédacteurs donne une certaine aura à l'équipe en place, le contenu n'en continue pas moins de se dégrader, les articles devenant de plus en plus courts et les illustrations de moins en moins pertinentes. La fin de l'année 1883 amène ainsi son lot de changements : on apprend le 13 novembre (n°196) que la présidence a changé à la tête de la Société des journaux populaires illustrés, sans que l'on sache s'il s'agit d'un

désaccord politique ou d'un aveu de banqueroute imminente. Le 27 décembre 1883 (n°202), *La Science populaire* a recours au service d'un nouvel imprimeur, Wattier et C^{ie}, situé au 4, rue des Déchargeurs. Dès lors, la chute s'accélère : cousus de fil blanc, souvent anonymes, les articles témoignent d'une obsession frappante pour l'épidémie de choléra qui menace alors Paris (obsession nettement plus marquée que chez la concurrence) ; c'est à ce moment précis (24 juillet 1884) que Massard se volatilise, coïncidence peu valorisante mais que l'on se gardera d'interpréter trop définitivement – son épouse est aussi enceinte de leur fils Armand à ce moment. La Société anonyme de journaux populaires illustrés en vient à imprimer elle-même le périodique à compter du 7 août 1884 avant de passer la main à l'« imprimerie de M. Décembre, 326, rue Vaugirard » le 18 septembre. Le périodique voit enfin partir sa gérante, A. Breynat, en octobre 1884 (n°243). Son successeur, un certain Troyaux, aura le triste privilège d'enterrer *La Science populaire* deux numéros après sa prise de fonction.

Récapitulatif : <i>La Science populaire</i> (juin 1882-octobre 1884)	
Rédacteur en chef (supposé)	C. Laroche (à partir du 22 juin 1882), A. Brunet (à partir du 27 juillet 1882), Jean Fournage (à partir du 16 novembre 1882), Émile Massard (à partir du 26 juillet 1883)
Gérant.e	Boudard (à partir du 8 juin 1882), A. Breynat (à partir du 13 avril 1883), Troyaux (à partir du n°243 paru le ?? octobre 1884 – date incomplète)
Adresse	55 rue de Montmartre (à partir du 17 août 1882), 32 rue des Bons-Enfants (à partir du 8 mars 1883)
Imprimeur	Imprimerie L. Larguier, 11, rue du Delta (à partir du 22 juin 1882), imprimerie Wattier et C ^{ie} , 4 rue des Déchargeurs, Paris (à partir du 27 décembre 1883), imprimerie de la Société anonyme de journaux populaires illustrés (7 août 1884), Imprimerie de M. Décembre, 326, rue de Vaugirard (à partir du 18 septembre 1884)
Rédacteurs principaux, par ordre d'apparition (les nouveaux venus sont signalés en gras)	Henri Courtois, Ferdinand Canu, Albert Larbalétrier, Charles Mirault, De Chauffour (actif au sein de la nouvelle Société des journaux populaires illustrés), A. Hamon, C. Laroche, E. Taillebois, A. Brunet, Jean Fournage, Jules Arboux, Aug. Garassut, Joseph Jaubert, Auguste Cœuret, Wilfrid de Fonvielle, Louis d'Or (ou Louis Dor – bulletin financier), Simplicie, Emile Massard, Victor Meunier (sera le seul à rester jusqu'au bout).

Bilan. Quelques observations en guise de conclusion

Aussi rigoureuse soit-elle, une telle approche demeure nécessairement incomplète puisqu'elle n'opère que de l'intérieur du périodique : reposant exclusivement sur la parole des rédacteurs et les indices divers disséminés au fil des livraisons, elle demande à être étoffée d'une seconde enquête au sein des archives afin de pouvoir établir les faits tels qu'ils se sont déroulés, et non tels que la Société des villes d'eaux (par exemple) nous les présente. Malheureusement, l'existence même de ces archives n'est pas garantie, surtout pour des titres aussi hétérogènes que *La Science populaire*, dont tout ou partie de l'histoire promet certainement de nous résister définitivement. Il n'en demeure pas moins qu'une telle approche conserve sa pertinence du point de vue de l'histoire des représentations, les aspirations des rédacteurs et le contenu même des articles permettant de comprendre pourquoi la science bénéficiait d'un tel rayonnement au cours du second XIX^e siècle.

Résumons ici les apports généraux de cette étude de cas. En tant que périodique taillé sur mesure par et pour Adolphe Bitard, *La Science populaire* nous dévoile la façon dont bon nombre de vulgarisateurs perçoivent alors la presse de vulgarisation scientifique : soucieux de s'assurer rapidement une source de revenus/richesses, ils auront été quelques-uns à vouloir se faire plus gros que le bœuf en multipliant les périodiques dérivés et en cherchant à les réunir en une seule et même société, laquelle fait presque infailliblement faillite dans les mois qui viennent. *La Science populaire* a cependant ceci d'exceptionnel que le montage financier, très complexe puisqu'il place dos-à-dos la Société des journaux populaires et la Société des villes d'eaux, se laisse deviner bien plus facilement que chez la concurrence, la Société des villes d'eaux ne cessant de communiquer sur sa situation et ses produits ; la suite de cette histoire permet aussi de voir comment la santé d'un rédacteur (A. Brunet) ou une affaire de plagiat (Simplice) peuvent entraver un rétablissement que la refondation de la Société des journaux populaires illustrés semblaient promettre ; elle illustre parfaitement aussi la place assez étrange que tiennent la politique et la religion dans ce corpus, sujets impossibles à aborder frontalement à moins de rejoindre les assumptionnistes exaltés du *Cosmos* post-Moigno, ou de remonter en 1855 pour observer Meunier crucifier les « oiseaux de nuit » dans l'avant-propos de *L'Ami des sciences*. Enfin, *La Science populaire* permet aussi de constater que la place des femmes n'est pas négligeable dans la vulgarisation des sciences : outre la gérance de Breynat, on constate notamment que Mme Émile Massard et Clémence Royer apparaissent chacune au moins une fois au sein du périodique.

Aborder dans le détail *La Science populaire*, c'est donc s'intéresser à la vie d'un périodique qui, même s'il est publié en plein âge d'or de la presse de vulgarisation scientifique, doit lutter pour assurer sa survie. C'est chercher à comprendre comment s'étagent la concurrence dans un paysage où règne *La Nature* ; c'est comprendre que le réseau des sociabilités dépasse toujours le cadre d'une simple publication, les rédacteurs et éditeurs n'ayant cessé de se croiser, de s'affronter et de se lier dans des cadres dépassant la seule vulgarisation scientifique (Massard, Meunier, Reclus, en sont des exemples évidents). C'est aussi renouer avec des centaines de voix, certaines résonnant encore, d'autres n'ayant jamais eu l'opportunité de se faire entendre, et prendre le temps d'écouter leur histoire.

Annexe rédigée en complément de A. Hohnsbein, « “Au même moment tous les hommes tressaillirent sous la commotion” : la vulgarisation scientifique selon *La Science populaire* d’Adolphe Bitard (1880-1884) », in Marta Caraion & Barbara Selmecci Castioni dir., *Littérature, image, périodicité (XVII^e-XIX^e siècles)*, à paraître.

Chronologie

Couleurs : **imprimeurs**, **gérants**, **adresses**, rédacteurs en chef (et divers)

1880

Mars 1880 (n°1) : imprimé chez « D. Bardin, à Saint-Germain »

Id. (n°1), gérant : **Léon Lévy**

Id. (n°1), adresse : **125, rue de Montmartre**

Id. Rédacteur en chef : Adolphe Bitard

8 juillet 1880 (n°21) : imprimé chez « Typ. Tolmer et Cie, rue Madame, Paris »

19 août 1880 (n°27) : Bitard s'associe à la Société des villes d'eau pour une causerie financière

Septembre 1880 : parution du premier numéro de *La Médecine populaire*

1881

3 février 1881 : parution du premier numéro de *L'Enseignement populaire*

17 février 1881 (n°53) : annonce pour fondation de la Société des journaux illustrés

20 octobre 1881 (n°88) : emménagement au 4, rue Chauchat (adresse de la Société des villes d'eaux et de la Banque populaire, et de *La Banque populaire* – fondée en 1880 ?)

27 octobre 1881 (n°89) : gérance d’**Achille Jolly**

24 novembre 1881 (n°93) : imprimé chez « Imp. Wilhem, rue des Jeûneurs » à Paris

8 décembre 1881 (n°95) : imprimé chez « Imprim. Centrale de journaux (Société anonyme), 14 rue des Jeûneurs, Paris. – J. V. Wilhem, imp. »

8 décembre 1881 : indication d’un Directeur-gérant, C. de Chauffour

1882

7 janvier 1882 : dissolution de la Société des journaux populaires illustrés par le tribunal de commerce de la Seine

12 janvier 1882 : **Henri Jouau, gérant de remplacement pour ce numéro seulement avant retour d’A. Jolly.**

26 janvier 1882 : emménagement au 48, rue du Château-d'Eau

20 avril 1882 (n°114) : emménagement au 99, rue de Montmartre (Cour des messagerie)

8 juin 1882 (n°121) : gérant, **Boudard**

15 juin 1882 : le nom de Bitard disparaît, le rédacteur en chef n’est plus jamais indiqué.

17 août 1882 : emménagement au 55, rue de Montmartre

22 juin 1882 (n°123) : **imprimeur, « Paris. – Imp. L. Larguier, 11, rue du Delta »**

16 novembre 1882 : rédacteur en chef présumé, Jean Fournage (problème de santé probables de Brunet)

1883

8 mars 1883 : emménagement au 32 rue des Bons-enfants

13 avril 1883 (n°165) : gérant, **A. Breynat**

13 avril 1883 (n°165) : constitution de la Société des Journaux populaires (établie 15 rue du Bouloi)

26 juillet 1883 : rédacteur en chef, Emile Massard

13 novembre 1883 (n°196) : changement de présidence à la tête de la Société des journaux populaires

27 décembre 1883 (n°202) : imprimeur, « Paris. – Imp. Wattier et Cie ; 4, rue des Déchargeurs »

1884

24 juillet 1884 : Massard disparaît

7 août 1884 (n°233) : imprimeur, « Paris. - Imp. De la Soc. Anon. De Journ. Pop. Ill. 15, rue du Bouloi »

18 septembre 1884 (n°239) : imprimeur, « Imprimerie de M. Décembre, 326, rue de Vaugirard »

?? octobre 1884 (n°243) : gérant, Troyaux